



ARRETE N° 2022-A-DGAS-DEF-PMI-0015

du - 4 AOUT 2022

**DIRECTION DE L'ENFANCE
ET DE LA FAMILLE**

**SERVICE DE PROTECTION
MATERNELLE ET INFANTILE**

portant modification définitive de l'arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-PMI-0002 du 19 janvier 2022 relatif au fonctionnement de l'établissement multi-accueil d'enfants de moins de 6 ans, «FRAMBOISINE II » situé :

Affaire suivie par Mme Brigitte BAUDINIERE

Réf: BB/GR

**23 rue Pierre et Marie Curie
VIVONNE – 86370 -**

Le Président du Conseil Départemental de la Vienne,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.3221-9,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants, L.2324-1 et suivants et R. 2324-16 et suivants,

VU l'arrêté du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil d'enfants de moins de 6 ans,

VU l'arrêté n°2019-A-DGAS-DEF-PMI-0014 du 30 décembre 2019 relatif au fonctionnement de l'établissement multi-accueil collectif non permanent d'enfants de moins de 6 ans, à gestion associative, « FRAMBOISINE II » de Vivonne,

VU l'arrêté n°2022-A-DGAS-DEF-PMI-0002 du 19 janvier 2022 relatif au fonctionnement temporaire jusqu'au 30 juin 2022 de l'établissement multi-accueil collectif non permanent d'enfants de moins de 6 ans, à gestion associative, « FRAMBOISINE II » de Vivonne,

CONSIDERANT la demande reçue le 19 juillet 2022, des co-présidents de l'Association « FRAMBOISINE » de Vivonne, sollicitant l'autorisation du Président du Conseil Départemental de fonctionner avec une seule responsable technique au sein de l'établissement « Framboisine II » de Vivonne,

CONSIDERANT l'avis technique favorable du Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, à l'exclusion de ce qui relève des compétences de la commission de sécurité,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux,

ARRETE

Article 1^{er} :

Autorise les co-Présidents de l'association « FRAMBOISINE » à sursoir définitivement à la co-responsabilité technique de l'établissement multi-accueil collectif non permanent, de la catégorie « petite crèche », «FRAMBOISINE II» « à gestion associative parentale », situé 28 rue Pierre et Marie Curie à Vivonne, à compter du **1^{er} juillet 2022**.

Article 2 :

La responsabilité technique est assurée par :

- , Educatrice de jeunes enfants.

En application de l'article R. 2324-46-1 du code de la santé publique la quotité minimale de **temps de travail dédié à la fonction de responsable technique** est de **0.5 équivalent temps plein**,

En application de l'article R2324-36 du Code de la Santé Publique, en l'absence de la personne habituellement chargée **des fonctions de responsable technique**, la **continuité** de ces fonctions est assurée par une personne présente dans l'établissement et relevant du 1° de l'article R2324-42, ou à défaut une personne relevant du 2° du même article et disposant d'une expérience professionnelle d'une année auprès de jeunes enfants. Le règlement de fonctionnement prévoit, en application du 2° de l'article R2324-30, les conditions dans lesquelles cette personne est désignée et les conditions de suppléance,

L'encadrement des enfants est assuré par le personnel de direction et par des personnels titulaires des diplômes requis dans l'arrêté du 03 décembre 2018 et dans le respect de la répartition déclinée dans l'article R2324-42 du Code de la Santé Publique,

En application de l'article R.2324-46-4 du code de la santé publique **l'effectif minimum du personnel intervenant auprès des enfants** doit être respecté, **un professionnel pour cinq enfants qui ne marchent pas et un professionnel pour 8 enfants qui marchent** et ne sera jamais inférieur à deux, dont un professionnel mentionné à l'article R. 2324-42 du code de la santé publique.

Les parents peuvent être appelés à intervenir occasionnellement auprès des enfants, en plus des personnels professionnels présents.

Article 3 :

Les autres modalités de l'arrêté n°2019-A-DGAS-DEF-PMI-0014 du 30 décembre 2019 restent inchangées.

Article 4 :

En application de l'article R. 2324-24 du code de la santé publique, le Président du Conseil Départemental doit être informé sans délai de tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier de demande d'autorisation ou sur une des mentions de la présente autorisation.

Article 5

En application de l'article L. 2324-3 du code de la santé publique, lorsqu'il estime que la santé physique ou mentale ou l'éducation des enfants sont compromises ou menacées, le Représentant de l'Etat dans le Département, après avis du Président du Conseil Départemental, peut adresser des injonctions à l'établissement et s'il n'y est pas satisfait, prononcer la fermeture totale ou partielle, provisoire ou définitive de l'établissement.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai de deux mois à compter de sa date exécutoire. Un recours contentieux peut également être porté contre le présent arrêté devant le Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois suivant sa date exécutoire, le recours gracieux auprès du Président suspendant ce délai.

Article 7:

Le Directeur Général des Services Départementaux, le Médecin Coordonnateur de Protection Maternelle et Infantile, les co-Présidents de l'association « Framboisine » sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département et/ou affichés. Il sera également notifié au gestionnaire de l'établissement.

Fait à POITIERS, le **- 4 AOUT 2022**

Pour le Président du Conseil Départemental

et par délégation,



**Le Président Délégué
Guillaume DE RUSSE**

Envoyé en préfecture le 04/08/2022

Reçu en préfecture le 04/08/2022

Affiché le



ID : 086-228600011-20220804-22_A_PMI_0015-AR